

PREFECTURE DU VAR

2.D.3. CG/BF

/-/ R R E T E

Le Préfet, Commissaire de la République du Département du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour
l'application de la loi sus-visée ;

VU la demande en date du 10 décembre 1985 présentée par M. Pierre
VIANES, Directeur Général de la Société de Ramassage pour la Régénération des
Huiles Usagées (S.R.R.H.U.), en vue d'exploiter à CARNOULES, une station de transit
d'huiles minérales usagées à l'intérieur de l'emprise de la gare S.N.C.F. ;

VU l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique
du 28 avril au 27 mai 1986 inclus ;

VU les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

VU l'avis émis par le Commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1986 prorogeant le délai
d'instruction du dossier de deux mois à compter du 27 novembre 1986 ;

VU l'avis formulé par le Conseil départemental d'Hygiène, dans
sa séance du 6 janvier 1987 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du VAR ;

/-/ R R E T E :

ARTICLE 1er. - La Société de Ramassage pour la Régénération des Huiles Usagées
(S.R.R.H.U.) dont le siège est 159, quai Aulagnier -
92600 ASNIERES - est autorisée à exploiter dans l'emprise de la gare de marchan-
dises de la S.N.C.F. à CARNOULES, une station de transit d'huiles minérales
usagées d'une capacité maximale de 200 m³ aux conditions définies ci-après.

.../...

ARTICLE 2.- CLASSEMENT ET IMPLANTATION

L'implantation relève de la rubrique n° 167 a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et se trouve soumise au régime de l'autorisation.

Elle sera située à l'emplacement indiqué sur le plan au 1/10000 joint à la demande.

Toute modification dans l'état des lieux doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 3.- CONSISTANCE DE L'INSTALLATION

La station de transit comportera :

- . quatre réservoirs cylindriques à axe vertical, d'une capacité unitaire de 50 m³, alignés dans une cuvette de rétention, séparés par une distance d'au moins 1,50 m. l'un de l'autre et des bords de la cuvette de rétention ;
- . une aire de déchargement d'une largeur de 3 m. au moins, contigue à la cuvette de rétention et permettant une évolution facile d'un camion-citerne et son évacuation par l'avant si nécessaire ;
- . une aire de chargement réservée à un wagon-citerne de la S.N.C.F.

Les opérations de transfert des huiles usagées seront faites au moyen d'une ou deux pompes électriques.

ARTICLE 4.- CONSTRUCTION DES RESERVOIRS -

Les réservoirs de stockage seront construits en acier soudable et calculés en tenant compte des conditions suivantes :

- . remplissage à l'eau,
- . poids propre du toit,
- . surpression et dépression définies par l'exploitant,
- . effet du vent,
- . résistance du sol,
- . taux de travail de l'enveloppe métallique au plus égale à 50 % de la résistance à la traction de l'acier.

Ils seront conçus de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle, il ne se produira pas de déchirure au-dessous du niveau maximal d'utilisation.

Ils devront subir avant leur mise en service, sous le contrôle d'un organisme compétent, les essais de résistance et d'étanchéité suivants :

.../...

Premier Essai - Remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 m. la hauteur maximale d'utilisation,

- . obturation des orifices,
- . application d'une surpression de 5 millibar par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette surpression.

Deuxième Essai

- . mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir,
- . vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ un mètre,
- . obturation des orifices,
- . application d'une dépression de 2,5 millibar par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

Il sera établi un procès-verbal de ces opérations par l'organisme de contrôle qui sera transmis à l'Inspecteur des installations classées.

ARTICLE 5.- EQUIPEMENT DES RESERVOIRS -

Les canalisations en place dans la cuvette de rétention seront fixes et en acier. L'orifice de chacune d'elles devra être fermé par un obturateur étanche.

Les vannes de piétement des réservoirs seront en acier.

L'évent de respiration de chaque réservoir aura une section au moins égale à la moitié de celle de la canalisation d'emplissage ou de vidange.

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le niveau du liquide contenu.

Sur chaque réservoir sera peint sa capacité et la nature du produit contenu "Huiles Minérales Usagées".

Les tuyauteries flexibles utilisées pour le chargement ou le déchargement des huiles usagées devront être aussi réduites que possible ; elles seront conformes à celles prescrites pour les hydrocarbures liquides par le règlement de transport des matières dangereuses.

La protection des réservoirs, canalisations et accessoires contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

ARTICLE 6.- INSTALLATIONS ELECTRIQUES -

Toutes installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites.

Les installations électriques du dépôt devront être réalisées avec du matériel électrique normalisé qui pourra être du type ordinaire mais installé conformément aux règles de l'art.

.../..

Le matériel électrique utilisé à l'intérieur de la cuvette de rétention et celui qui actionne la ou les pompes de transfert devra être de sûreté.

Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Tous les équipements métalliques de la station y seront raccordés en permanence par une liaison équipotentielle de mise à la terre.

Le poste de chargement du wagon-citerne devra au besoin satisfaire aux règles particulières de la S.N.C.F.

Pour les opérations d'emportage ou de dépotage, le branchement des tuyaux flexibles ne sera fait qu'après avoir établi la liaison équipotentielle du camion-citerne ou du wagon-citerne avec les réservoirs.

Toutes les installations électriques devront être maintenues en parfait état.

ARTICLE 7.- PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX -

Les réservoirs seront entourés d'une cuvette de rétention d'une capacité égale au moins à 100 m³.

Le fond de la cuvette sera bétonné et étanche. Ses parois seront en béton ou en maçonnerie également étanches et capables de résister à la poussée des huiles usagées éventuellement répandues.

Les aires de chargement du wagon-citerne et de déchargement du camion-citerne seront bétonnées, étanches et nivelées en pente régulière pour canaliser gravitairement les écoulements accidentels ou ruissellement vers la cuvette de rétention dont le fond devra être établi à un niveau approprié pour faciliter ces écoulements ou ruissellement.

- L'aire de déchargement du camion-citerne sera abritée de la pluie.

La cuvette de rétention ne comportera aucun orifice de vidange. Sa vidange ne pourra être faite qu'au moyen d'une pompe de relevage.

Des bidons seront placés sous les points de raccordement des tuyaux flexibles dans le but de recueillir les égouttures éventuelles.

ARTICLE 8.- PROTECTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE -

Il est interdit de faire du feu ou d'apporter du feu dans la station de transit, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente à l'intérieur de la clôture.

.../...

Le numéro d'appel des pompiers devra également être affiché.
L'exploitant devra disposer sur le site des moyens d'intervention immédiats suivants :

- . un extincteur à poudre de 50 kgs sur roues,
 - . un caisson de sable d'un volume de 500 litres
- avec pelles.

ARTICLE 8 bis - REGLES D'EXPLOITATION

8 bis a - Registre des entrées et sorties

L'exploitant devra noter sur un registre, spécialement tenu à effet, les entrées et sorties d'huiles usées transitant dans la station, en précisant :

- pour chaque arrivage, le nom du producteur ou fournisseur, la date, la nature et la quantité d'huiles usées ;
- pour chaque expédition, le nom du régénérateur destinataire, la date, la nature, la quantité et les différentes origines d'huiles usées expédiées.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Une déclaration mensuelle des enlèvements d'huiles usées sera adressée à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche au titre de ramasseur agréé pour le département du VAR.

8 bis b - Echantillonnage d'huiles usées

Afin de permettre à l'Inspecteur des installations classées de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui pourraient s'avérer nécessaires, l'exploitant devra effectuer de façon systématique un échantillonnage représentatif d'huiles chez le producteur à chaque enlèvement et sur le wagon-citerne à chaque expédition.

Les échantillons seront conservés jusqu'à réception et acceptation par l'éliminateur.

L'exploitant informera l'éliminateur de tout incident ou anomalie survenu sur un déchet en cours d'exploitation.

ARTICLE 9 - RESIDUS POLLUES -

Les résidus huileux récupérés et les eaux de pluie recueillies dans la cuvette de rétention seront enlevés régulièrement pour être éliminés dans une installation appropriée autorisée.

L'exploitant conservera les bons d'enlèvement à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant la durée d'un an au moins.

ARTICLE 10.- CLÔTURE -

La station de transit sera entourée par une clôture grillagée de deux mètres de haut dont le portail sera normalement fermé par une serrure de sûreté.

Il portera un panneau avec la mention "Défense d'Entrer".

ARTICLE 11.- ACCIDENT OU INCIDENT -

L'exploitant devra déclarer sans délai à l'Inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 12.- Le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,
Le Maire de CARNOULES,
L'Ingénieur des Mines, Inspecteur des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Ampliation :
Le Chef de Bureau



Toulon, le 26 JAN. 1987

Le Préfet, Commissaire de la République,

Pour le Commissaire de la République
Le Secrétaire Général

Bernard DANEL

Joaquim GONZALEZ